

Retraites

SNUipp-FSU



une question de solidarités

Les retraites seraient menacées. Tous les salariés sont concernés, ceux du secteur privé comme ceux du secteur public. Il y a, aujourd'hui 14 millions de retraités. Dans 40 ans, il y en aura 24 millions. On compte aujourd'hui 4 retraités pour 10 actifs. Dans 40 ans, la proportion est estimée à 7 retraités pour 10 actifs. Cela pose la question de nouveaux financements, nécessaires pour assurer l'avenir des retraites. Mais ce n'est pas une catastrophe.

Un choix de société

Dans 40 ans, en 2040, il faudra consacrer 6 à 7% de plus de la richesse nationale pour financer les retraites. C'est une augmentation équivalente à celle des quarante dernières années. Pourquoi ce qui a été possible ces 40 dernières années, serait impossible dans les 40 années à venir ? Il est faux de dire que ce serait insupportable. C'est simplement un choix de société.

En 1993, le gouvernement Balladur a réformé les retraites du privé (allongement de la durée de cotisations, diminution du montant des pensions...). En 2003, au nom de l'égalité, le gouvernement Raffarin veut imposer des régressions de même nature aux salariés du public... Et prévoit de nouveaux reculs pour tous ?

Un problème maîtrisable

Le problème du financement des retraités existe mais il est maîtrisable. Cela peut se faire, progressivement, par l'augmentation des prélèvements portant sur l'ensemble des revenus, notamment les revenus financiers, qui ont considérablement augmenté au cours des dernières années, par une réforme de la fiscalité. On ne peut pas non plus exclure une augmentation des cotisations.

Mais, jusqu'à aujourd'hui, ce n'est pas le choix du gouvernement. Il estime que les retraites coûteraient trop cher et veut imposer des sacrifices à tous les salariés, ceux du privé comme ceux du public.

Une question de solidarités

L'avenir des retraites concerne tout le monde. Il faut maintenir les solidarités entre les salariés du public et du privé, les solidarités entre les générations.

Il faut revenir sur les inégalités des mesures Balladur qui dégradent les retraites des salariés du privé. Il faut une retraite à taux plein de 75%, la retraite à 60 ans, 37,5 annuités et des droits nouveaux.

**Salariés du public et du privé, actifs et retraités
agissons ensemble pour sauver l'avenir des retraites !**